

Intervention du 1^{er} mai 2016

Chers camarades, chers ami(e)s,

Le 1^{er} mai 2016 se situe à une période et dans un contexte de luttes intenses, avec des manifestations, mobilisations et appels à la grève dans les entreprises du privé comme du public.

Comme partout en France, c'est aujourd'hui un vent de révolte qui se lève contre la casse du Code du travail et le dynamitage généralisé des garanties collectives. Ce vent de révolte qui se lève aujourd'hui ne connaîtra pas de repos jusqu'au retrait total du projet Gattaz-Hollande.

La jeunesse, les salariés et les privés d'emploi disent non à la généralisation de la précarité pour toutes et tous, pour les retraités nous exigeons l'augmentation forte du pouvoir d'achat et des choix en terme de sécurité sociale.

Depuis presque vingt ans, le MEDEF s'est créé avec pour objectifs de détruire tout ce qui a fait l'édifice des garanties sociales dans ce pays depuis la libération. Le texte El Khomri s'inscrit dans une séquence où par ailleurs les droits et les libertés syndicales sont durement mis à mal avec la remise en cause des locaux syndicaux et des droits syndicaux, la multiplication des procès intentés aux organisations syndicales et à leurs militants.

C'est dans ce contexte marqué par le scandale des poursuites et condamnations intentées en particulier à nos camarades d'Air France et de Goodyear et permettez-moi de le rappeler, **nous demandons toujours pour l'ensemble de ces camarades, la relaxe pur et simple.**

Unis pour la défense de nos libertés, de toutes nos libertés dont celles qui concernent notre citoyenneté à l'entreprise, **mobilisons nous ! Soyons des défenseurs acharnés des libertés fondamentales et des principes universels dont ceux-ci sont contenus dans le code du travail.**

C'est dans cette période grave, dure, injuste que les annonces du gouvernement sur le code du travail ont eu lieu en dehors de toute concertation, reniant encore une fois sur la forme et sur le fond les engagements du moi Président devenu moi l'amnésique.

Nous avons cette particularité nous, d'avoir de la mémoire et de nous rappeler que depuis 120 ans ce sont les luttes, les manifestations, les grèves, qui ont permis de créer un système de normes et lois plus protectrices que la simple volonté patronale du 19^{ème} siècle.

La classe ouvrière, les femmes et les hommes qui ont mené le combat du progrès social ont d'ailleurs payé un lourd tribut à ce que les fauxcialistes souhaitent aujourd'hui rayer d'un trait de plume sur ordre du MEDEF.

NON, nos garanties et nos libertés ne sont pas responsables de la généralisation d'un chômage de masse dans notre pays et en Europe. Les responsabilités sont bien établies, c'est la financiarisation de l'économie, la spéculation sans frein, l'argent détourné de l'investissement et des salaires qui sont responsables d'une situation devenue insupportable par la très grande majorité d'entre nous.

Nous ne sommes ni réactionnaires, ni amnésiques, ni absurdes. Nous sommes les forces vives, l'espoir et l'avenir de ce pays, car ce sont bien les grandes conquêtes sociales avec l'interdiction du travail des enfants, les congés payés, la réduction du temps de travail, l'édification d'un grand système de protection sociale et la création de nos services et entreprises publiques qui ont permis croissance, développement économique, développement des libertés pour toutes et tous.

C'est bien encore dans la lutte que nos camarades femmes ont obtenu de premières avancées et obtiendront l'égalité totale dans la société et au travail. Et la loi El Khomri et les choix de politique sociale conduiront bien à leur faire réintégrer le servage domestique. INACCEPTABLE. !

C'est cet ensemble solidaire, interprofessionnel, généreux auquel le gouvernement s'attaque aujourd'hui en remettant en cause la colonne vertébrale du code du travail qui tient dans la hiérarchie des normes et dans le principe de faveur. C'est pourquoi, nous sommes déterminés à leur imposer le retrait pur et simple du texte.

Nous ne voulons pas revenir à ce qui existait il y a plus d'un siècle où chacun négociait grès à grès en état d'infériorité, sans possibilité de recours au syndicat ou à la justice prud'homale. Cette vision de la société et des relations de travail que vous voulez nous imposer produirait des effets dramatiques en multipliant encore les suppressions d'emploi et la précarisation pour tous.

La vision de l'avenir de ce gouvernement, c'est du désespoir pour la jeunesse et le sacrifice d'une nouvelle génération au profit des actionnaires et des banquiers. **De cette société là, nous n'en voulons pas.!!!!**

Le désaccord sur le projet de loi reste entier. Et le 9 avril a permis à des milliers de personnes de toutes catégories sociales n'ayant pu se mobiliser jusqu'ici de s'inscrire dans le mouvement. L'opinion publique soutient cette mobilisation et de nombreuses initiatives se multiplient au niveau local. Le gouvernement doit poursuivre dans la voie du dialogue amorcé avec les organisations de jeunesse.

Il doit aussi écouter les organisations de jeunesse et de salariés qui restent toujours opposées à la loi travail.

Nos organisations syndicales rappellent une nouvelle fois que les pouvoirs publics doivent garantir le droit à manifester, à se réunir, à s'organiser tout en assurant la sécurité des manifestants.

Depuis bientôt deux mois, les étudiant-es, lycéen-nes, salariés-es, privé-es d'emploi et retraité-es sont mobilisés pour exiger le retrait du projet de loi travail en discussion au parlement. Le droit du travail doit aujourd'hui prendre en compte nombre d'enjeux (évolution technique et technologique, émergence de nouvelles technologies d'information et de communication, du numérique, transition écologique, évolution des besoins de la population...) et en mesurer les transformations induites sur le travail. L'enjeu est d'offrir des garanties et des droits en conséquence aux salariés des secteurs privé et public.

A terme, cette remise en cause de pans entiers du Code du Travail risquerait d'avoir aussi des conséquences sur le statut de la Fonction publique alors que les agents vivent déjà des situations dégradées.

Les organisations syndicales dénoncent l'entêtement du gouvernement à maintenir son projet de loi Travail. Il doit les recevoir et entendre les revendications des salariés : emploi, salaires et pensions, temps de travail, protection sociale, garanties collectives, conditions de travail, égalité professionnelle femme/homme, santé au travail, médecine du travail, formation permettant des créations d'emplois stables et de qualité, droits et libertés syndicales.. des propositions porteuses de progrès social et correspondant à la réalité du travail d'aujourd'hui et de demain.

Dans cette crise aggravée par une politique d'austérité, lutter contre la flexibilité, contre la précarisation des emplois est une nécessité.

De l'argent, il y en a ! depuis le début de la "crise" qu'ils ont provoqué, les dividendes des actionnaires ne cessent de grimper, les salaires des dirigeants explosent comme leurs primes, les entreprises perçoivent de l'argent public et sont de plus en plus exonérées de cotisations sociales.

Le gouvernement s'interroge pour savoir si tous les clics du net se transformeraient en mobilisation et en manifestants, nous vous apportons aujourd'hui la réponse. Nous transformons tous les clics en une grande claque pour le projet El Khomri, pour ce gouvernement, pour Gattaz et ses soutiens.

Nous demandons le retrait de la loi El Khomri, nous exigeons l'augmentation massive des salaires et pensions, la réduction du temps de travail à 32 h pour travailler tous, travailler mieux.

Soyons déterminés, soyons optimistes, soyons unis pour imposer un autre choix de société, pour construire pied à pied les prochains rendez-vous, initiatives, rassemblements, manifestations, toutes les étapes qui doivent nous amener à faire reculer ce gouvernement soit disant socialiste sur son ignoble projet de loi improprement appelé "LOI TRAVAIL".

Soyons déterminés, optimistes, unis pour infliger de clic en claque une défaite à ce gouvernement et de nouvelles conquêtes sociales et rendez vous dès ce mardi 3 mai à 11h30 devant la permanence de la Députée Jeanine Dubié

ON CONTINUE, ON NE LACHE RIEN !!!!!

BONNE MANIFESTATION.